

# Terrains d'entente

Palmarès  
des **jeunes**  
**urbanistes**  
2020

Sous la direction d'Isabel Diaz  
Textes d'Olivia Barbet-Massin  
et Antoine Petitjean

Ministère de la Transition écologique

Directrice de la publication : Stéphanie Dupuy-Lyon  
Coordination éditoriale : Olivia Barbet-Massin  
Design graphique : Laurent Ciry  
Réalisation graphique : Claude Gentiletti

Information : DGALN - Mission communication  
+33 (0)1 40 81 97 02

Copyright © 2021, Éditions Parenthèses  
[www.editionsparentheses.com](http://www.editionsparentheses.com)

ISBN 978-2-86364-371-6

# Sommaire

## LES LAURÉATS

	ALTITUDE 35	8
	BELLASTOCK	30
	FCML ARCHITECTES	52
	SOPHIE RICARD	72
	LE SENS DE LA VILLE	94
	YES WE CAMP	114

## ANNEXES

Palmarès mode d'emploi	116
Commission technique 2020	118
Session 2020, tour d'horizon	119
Le jury du Palmarès des jeunes urbanistes 2020	122

# ALTITUDE 35

## RÉCONCILIER GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET GÉOGRAPHIE HUMAINE

Paysagistes diplômés en architecture et urbanisme, inspirés par les figures tutélaires du paysage français, enseignants, Clara Loukkal et Benoît Barnoud conçoivent le projet comme une possible réconciliation des géographies physiques et humaines, un pied dans la recherche, l'autre dans l'action. S'attelant à la transformation des territoires « composites » et faisant de l'observation et de l'expérimentation les préalables indépassables à tout passage à l'acte, Altitude 35 veut expliciter, un peu plus à chaque projet, l'apport du paysage au débat sur la ville.

Altitude 35 doit sa dénomination aux coordonnées géographiques de l'atelier que Clara Loukkal et Benoît Barnoud ont fondé en 2017 à Saint-Denis, au bord du bief n°3 du canal qui s'élève à une altitude de 35 mètres au-dessus du niveau de la mer, à l'aplomb de la courbe du Cornillon. L'intelligence du site les ravit, le travail plastique avec la ville aussi : le canal dans l'axe de la basilique, les effets de courbe et contre-courbe, le dégagement sur le ciel. Le tout génère un lieu à l'articulation très dessinée, le paysage structure le canal et *vice versa*. Autant dire que le site leur ressemble, ou plutôt ressemble à leur marotte : l'imbrication des infrastructures et de la géographie.

Ils se sont rencontrés à l'agence Ter où lui travaillait alors et où elle a débarqué pour y faire un stage. Le paysage les a réunis. Lui, le sujet le titillait depuis le lycée. Avant de suivre un cursus à l'école de paysage de Versailles (inaccessible aux frais bacheliers), il fait un détour par l'architecture en Erasmus à Venise, à l'IUAV, où il savoure un enseignement pluridisciplinaire et à Versailles où il obtient un diplôme d'architecte HMONP (habilitation à la maîtrise d'œuvre en nom propre). Elle, quand elle arrive chez Ter, est en magistère d'urbanisme à Paris 1, après avoir fait une prépa littéraire avec spécialisation en géographie. La découverte du travail des paysagistes est une révélation, qui par la suite la conduira chez Michel Desvigne, en stage, puis en apprentissage. En parallèle, elle étudie dans le cursus DPLG à l'école du paysage de Versailles. À eux deux, ils totalisent la bagatelle de dix-huit années d'études !

Le soir et le week-end, ils développent leurs propres projets et, en 2015, sont retenus par European sur un site à Moulins dans l'Allier. Ils abordent European comme un espace de respiration à côté de leur pratique quotidienne en agence ; ils osent des propositions tranchées. Ainsi à Moulins, sur la question de la ville adaptable, ils mettent en parallèle deux théories naturalistes du XVIII<sup>e</sup> siècle (celle de Lamarck, qui décrit les mécanismes lents de l'évolution animale, et celle de Darwin, qui analyse l'apparition *ex nihilo* de nouvelles données) avec les processus de transformation territoriale, eux aussi soumis à des temporalités variables. Ils ont gagné sur cette idée, ce détour improbable qui leur procure un angle d'attaque pour comprendre l'évolution de la ville, et pour y intervenir. Cette première expérience European les conforte dans leur souhait de travailler ensemble. Deux ans plus tard, ils créent leur agence. S'ils l'installent à Saint-Denis, où ils résident, c'est qu'ils trouvent important de travailler dans la ville en train de se faire. Là ils sont en prise avec un territoire en grand chambardement et ils aiment ça.

Ils gagneront les deux cessions European suivantes, en 2017 et 2019, sur le thème de la ville productive, la première sur un site à Besançon, la seconde à Rochefort. Ils développent une approche holistique du sujet en dézoomant largement le périmètre d'étude — à l'échelle du Jura, dans un cas, à l'échelle de l'estuaire de la Charente, dans l'autre —, tout en portant une attention aiguë au déjà-là. Quand la tendance est à décorrélérer les sujets, eux essaient toujours de retrouver une compréhension globale de l'évolution lente des choses, inspirés en cela par les travaux de l'écologue bruxellois Paul Duvigneaud

## LES MARGES DES INFRASTRUCTURES : LE PAYSAGE IMPENSÉ DE LA MÉTROPOLE

Système de parcs, Plaine de France, 2017-2018

Du sentiment récurrent d'arriver trop tard ou à contretemps dans les projets est né ce travail de recherche. Le paysage ne doit plus être considéré comme un simple ornement introduit en bout de chaîne, un faire-valoir, ou pire, un argument de communication. Pacated et Forestier nous ont livré une méthodologie stimulante mais qui implique que le paysagiste intervienne en amont du développement de la ville. Dans ce cas de figure idéal, la structure géographique détermine la morphologie des espaces libres, accompagne le réseau magistral et préside au découpage foncier. Mais que faire lorsque le terrain d'étude est déjà largement occupé ? Comment le paysage peut-il donner *a posteriori*, une structure aux marges indéterminées de nos métropoles ? La démarche prospective que nous avons menée explore les relations fertiles d'interdépendance entre géographie, infrastructure et paysage.

Sas de la métropole francilienne, la Plaine de France tient lieu de territoire servant. Dans cette plaine limoneuse au relief peu prononcé, les infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires et énergétiques expriment leur suprématie.

La démarche de projet repose sur l'idée que les infrastructures et les grands équipements sont à la fois source du problème et partie de la solution. Les autoroutes et leurs talus, les aéroports, les zones d'activité et les lignes à haute tension constituent la matière première du projet. Considérées comme contraignantes et génératrices de nuisances, ces infrastructures ont pourtant permis — davantage par évitement que de façon délibérée — le maintien d'une agriculture de

qualité et de paysages ouverts et en réseau à proximité des tissus urbanisés. Dans ce contexte contraint, l'opportunité tient lieu de méthode. Si les schémas stratégiques et autres plans de paysage aboutissent rarement à de réelles mises en œuvre, les projets d'infrastructure se réalisent et transcendent les périmètres administratifs. Il s'agit donc de s'appuyer sur ces commandes à l'échelle juste et au financement assuré pour qu'un projet territorial de paysage advienne.

La finalité d'un tel projet est multiple :

- tendre vers une mise en réseau des espaces ouverts et y organiser de nouvelles continuités qui ne butent pas sur les infrastructures ;
- désenclaver des quartiers qui tournent aujourd'hui le dos aux espaces ouverts de la plaine en qualifiant les marges ;
- préfigurer les futurs développements urbains par la mise en place de paysages structurants ;
- tirer parti de l'économie liée aux fonctions vitales de la métropole pour financer la création et l'entretien des espaces ouverts.

Mission : étude urbaine et paysagère  
Superficie : 24 500 hectares  
Maîtrise d'ouvrage : travail de recherche personnel  
Maîtrise d'œuvre : Altitude 35

Inventaire des espaces libres de la vallée du Coult  
(photographies janvier 2018, focale 36 mm).



# BELLASTOCK

## EXPLORER LA MATÉRIALITÉ DES TERRITOIRES

Apparu en 2006, Bellastock s'est affirmé avec les années comme une référence en matière de réemploi de matériaux et d'«urbanisme de transition». Explorer et développer une nouvelle manière de penser et de fabriquer la ville et ses paysages est au cœur d'une approche qui allie recherche, formation et projets pédagogiques. Connu pour ses «workshops-événements», l'association devenue société coopérative d'intérêt collectif a construit une expertise et une méthode de projet par le terrain, stimulant les pratiques émergentes par sa capacité de recherche et de réalisation d'études ciblées sur les filières de construction et le métabolisme urbain.

Tout a commencé à l'école d'architecture de Belleville qui, à l'époque, en 2006, occupe les locaux des anciennes usines Meccano, toutes de briques rouges parées. Une poignée d'étudiants de 3<sup>e</sup> année refondent l'association en sommeil de l'école, qu'ils baptisent Bellasso. Antoine Aubinais et Grégoire Saurel en font partie. Ils ont l'idée d'organiser un festival de construction à l'échelle 1. La volonté est d'apprendre en faisant, de se confronter au plus près à la matière, à la dimension constructive. Malgré le séjour annuel aux Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau, la possibilité de construire à l'échelle 1 reste limitée dans l'enseignement de l'école.

De l'idée à la réalisation, tout s'enclenche très vite : un étudiant qui rejoint l'association, propose de mettre à la disposition du festival un champ appartenant à son père, agriculteur dans le Berry ; rapide communication dans l'école ; définition des règles de base pour participer au festival ; achat de bâches agricoles et de bois, de rouleaux de papier kraft et de papier bulle. Les organisateurs arrivent sur le site quelques jours plus tôt pour construire, à partir des ressources sur place, toilettes, douches, simili-cuisine et bar. Hop ! L'affaire est ficelée. Un bus est affrété, des voitures suivent. Le festival se déroule sur trois jours, avec 150 participants, réunis en groupes. Il s'agit pour chaque groupe de construire l'habitat dans lequel il va vivre la durée du festival ; il s'agit aussi, une fois que chacun a un toit sur la tête, de célébrer le travail en commun, de fêter la fondation de la ville. Le résultat — une «ville» éphémère advenue en plein champ — dépasse la projection des organisateurs.

Le projet est fondateur ; il contient en germe les éléments qui constitueront Bellastock : économie de moyens, énergie de faire, et impact social et sociétal d'une fabrique collective. Il est fondateur aussi parce qu'il nourrit les actions à venir en posant des questions : Que faire des matériaux à l'issue de l'événement ? (Pour rendre le site dans l'état où il a été trouvé). Comment gérer, anticiper, organiser la matière, les matériaux, et les déchets générés par l'activité du festival ? Par l'activité humaine en général ? L'expérience est stimulante, d'autres rejoignent la Bellasso : Baptiste Furic, Paul Chantereau, Simon Jacquemin.

### Inscrire le projet dans un cycle : anticiper le démontage

Ils sont désormais un petit groupe à s'interroger sur le sens de leur action. Apprendre en marchant, telle est la philosophie. Pour la 4<sup>e</sup> édition du festival, ils décident d'anticiper le démontage de ce qu'ils vont construire et d'inscrire les matériaux dans leur cycle. En 2009, la ville éphémère sera construite en palette de manutention, objet standard et réutilisable, les participants devront les mettre en œuvre de façon à les conserver intègres et à pouvoir les démonter. Ce 4<sup>e</sup> festival a lieu sur le site du premier, dans le Berry, mais le nombre de participants a triplé, et le fournisseur a déversé dans la cour de la ferme 4 000 palettes, qu'il prête gracieusement.

Le festival monte en puissance : l'idée d'une thématique autour d'un matériau est actée, en relation avec un site ; des partenariats sont développés avec des écoles d'architecture partout en France et avec des fournisseurs de matériaux. Grâce à ces partenariats, le financement du festival se consolide, complété par

## AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT MÉTABOLIQUE D'UN TERRITOIRE

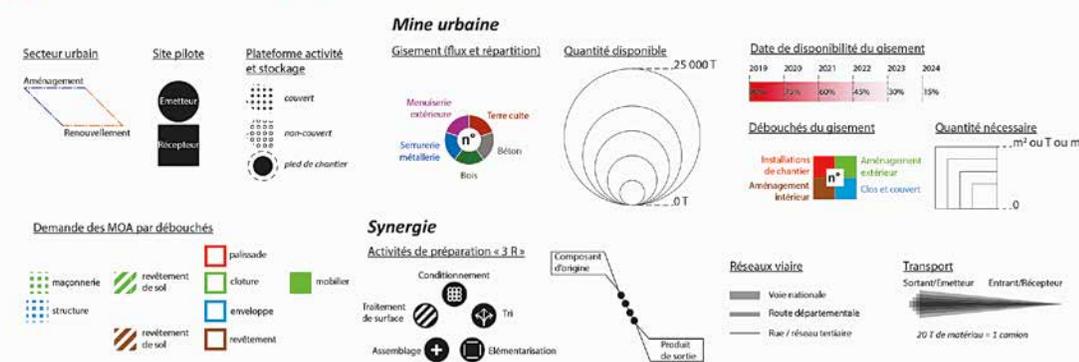
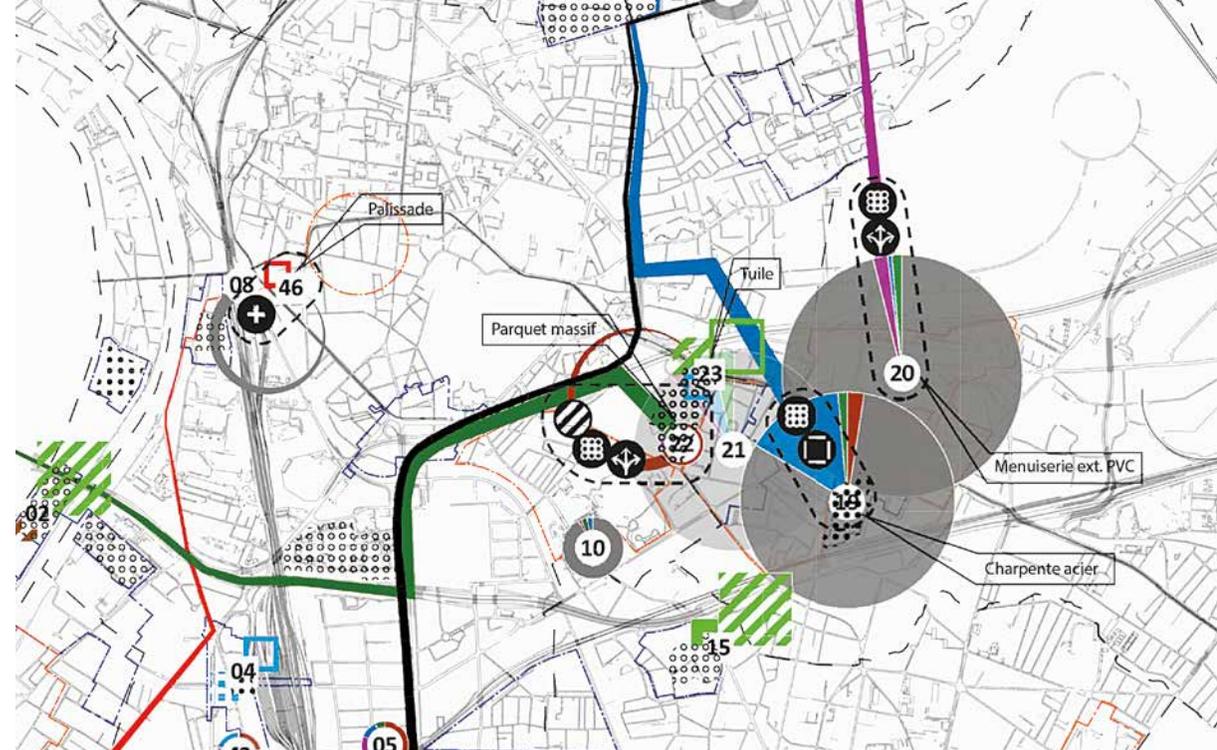
Métabolisme urbain de Plaine Commune, 2019-2021

L'expertise de Bellastock en matière de réemploi et d'économie circulaire repose sur des méthodes profondément expérimentales, dont une partie s'appuie sur des programmes de recherche menés avec des acteurs publics et privés. Déployée à l'échelle de bâtiments et d'opérations d'aménagement, la réflexion sur la mobilisation et la mise en circulation des ressources secondaires — pendant les phases de démolition, de réhabilitation et de construction d'une opération — est élargie à l'échelle territoriale dans une optique de généralisation et de massification des pratiques. Tel est l'objectif du projet Métabolisme urbain de Plaine Commune que Bellastock a développé pendant trois ans.

Village olympique des Jeux de 2024, gares du Grand Paris Express, Écoquartier fluvial... Plaine Commune fait face à un développement sans précédent de son territoire, à tel point que les estimations annoncent qu'à l'horizon 2050, 40% de l'espace urbain aura été renouvelé. Ce renouvellement massif, matérialisé par des opérations de démolition-reconstruction, entraîne dans le même temps des flux colossaux de matériaux, entrants (ressources primaires) et sortants (déchets), et circulant dans un schéma linéaire — de mise en décharge toujours plus éloignée, et de consommation de ressources non renouvelables — insoutenable par bien des aspects. Ces flux, synonymes de nuisances, ne pourraient-ils devenir une ressource et une valeur ajoutée pour le territoire ? C'est dans ce contexte de réflexion sur l'empreinte environnementale de son développement que le territoire de Plaine Commune, représenté par sa Direction

du développement économique, lance la phase opérationnelle de son projet Métabolisme urbain en 2017. L'objectif est d'assurer la soutenabilité du modèle d'aménagement en développant des filières porteuses d'économie circulaire à travers la mobilisation des ressources matérielles et humaines endogènes du territoire. Le projet s'articule autour de cinq axes de travail :

1. Expérimenter une démarche de réemploi interchantier des matériaux du BTP à partir de 30 sites pilotes (avec Albert & Compagnie).
  2. Mettre en place des plates-formes de tri, stockage et valorisation des ressources de chantier (avec Recovering).
  3. Accompagner le déploiement de filières locales de réemploi/réutilisation/recyclage de matériaux de BTP (avec Le Phare).
  4. Développer un outil numérique pour rendre visibles les gisements et comptabiliser les externalités induites par la démarche d'économie circulaire mise en œuvre (avec Encore Heureux).
  5. Accompagner la montée en compétences des acteurs locaux, des maîtres d'ouvrage aux entreprises, grâce à des temps de formation, des conférences, des visites... et déployer une culture du réemploi auprès des différents acteurs et usagers du territoire (avec Auxilia Conseil).
- De ces trois années de travail, Bellastock a retenu de nombreux enseignements, notamment :
- l'importance de diffuser des retours d'expériences auprès des maîtres d'ouvrage publics et privés pour donner à voir et valoriser l'image des produits issus du réemploi encore trop souvent perçus de second rang ;
  - la nécessité d'intégrer l'économie circulaire autant que possible dans les documents d'urbanisme ;



- la mise en place d'une gouvernance des flux et de leur traçabilité, ce qui suppose d'accroître les capacités de stockage en ville pour limiter les distances de flux, selon le même processus de relocalisation de l'agriculture dans les centres urbains ;
- la capacité à fournir aux acteurs du BIP des informations actualisées et fiables quant aux gisements et aux débouchés des matières sur le territoire, via la mise en place d'un outil numérique qui puisse en temps réel représenter les opportunités à saisir sur le territoire et mettre en contact les acteurs.

Mission : valoriser et stabiliser la mine urbaine de Plaine Commune : impulser la création d'emplois et la montée en compétences des acteurs locaux ; permettre le rayonnement de Plaine Commune et de nouveaux liens partenariaux

Maître d'ouvrage : Plaine Commune

Équipe : Bellastock, AMO mandataire ; Auxilia (cabinet de conseil), stratégie de la transition ; Albert & Co (bureau d'études), référent technique ; Le Phare (pôle de coopération économique de l'ESS), expertise et accompagnement ESS ; Recovering (bureau d'études), filières de recyclage innovantes ; Encore Heureux (architectes), cadrage d'une plate-forme numérique ; CSTB, modélisation socio-économique ; Halage, IAE et mise en place de chantiers démonstrateurs avec BTP Consultants (bureau de contrôle).

# FCML ARCHITECTES

## LA VILLE S'IMAGINE AUSSI DEPUIS LA FENÊTRE DE LA CUISINE

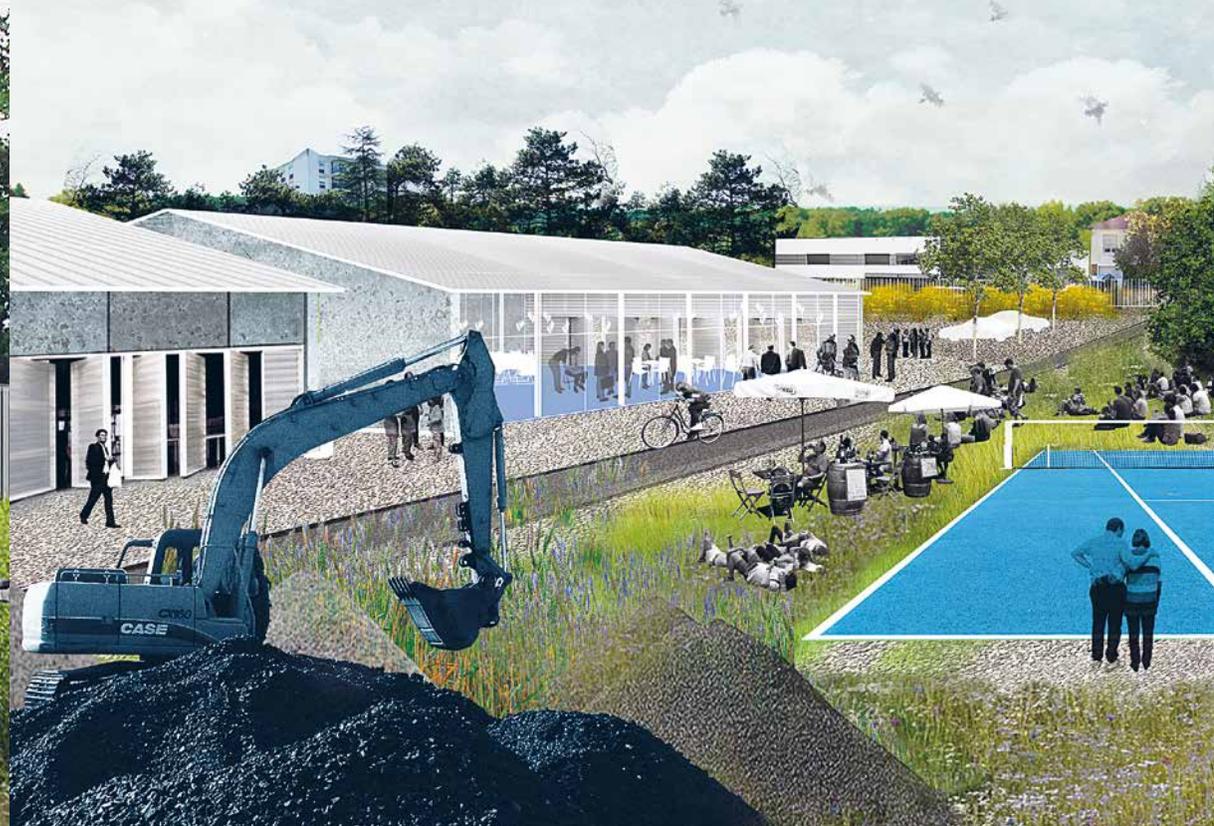
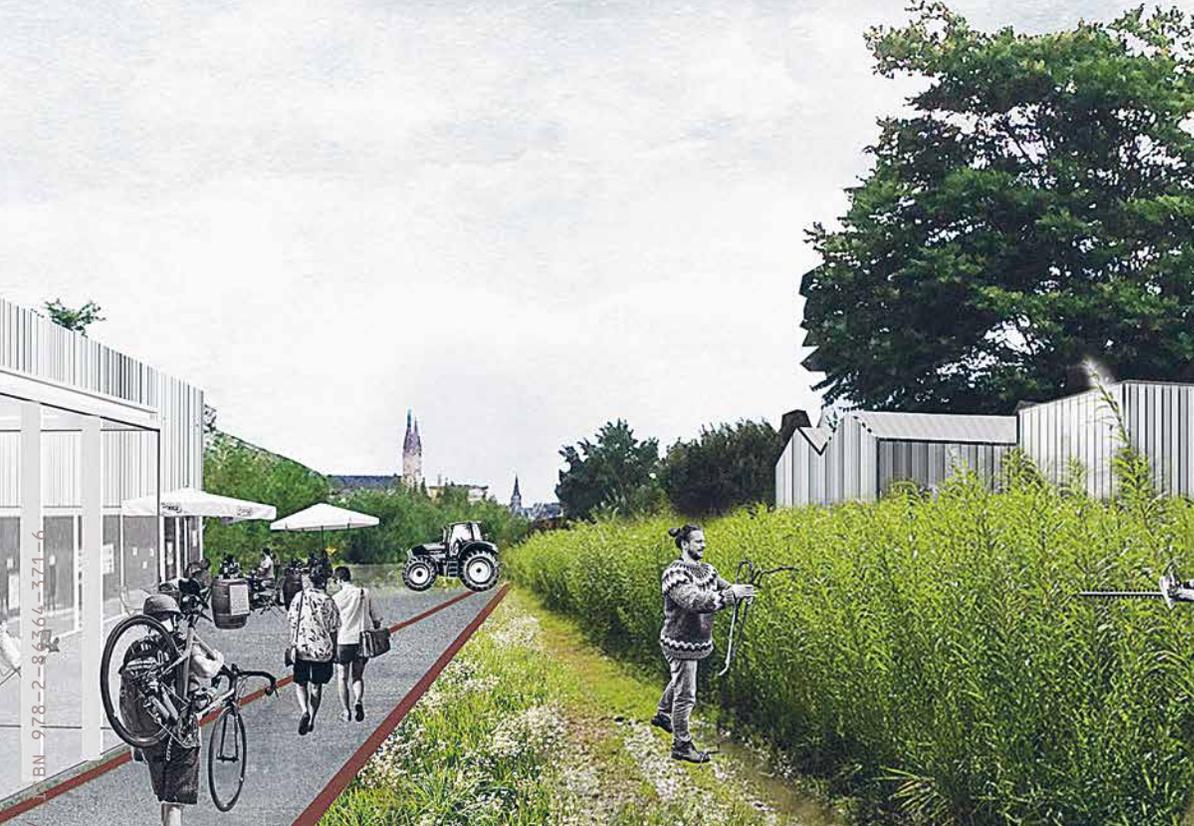
Redonner des qualités aux tissus diffus existants pour les adapter à l'urgence écologique : telle est la préoccupation de Florian Camani et Mathilde Luguët. Le déjà-là est pour eux un vecteur de singularité permettant d'explorer les « territoires de marges » avec une économie de moyens revendiquée et un souci constant de préservation des ressources. Faisant de la transparence du processus de projet la condition de son appropriation locale, l'immersion dans les réalités des territoires *via* des résidences plus ou moins longues est venue enrichir leur méthode de compréhension des lieux. Oscillant entre projet et recherche, cette équipe explore les mécanismes de transformation de l'habitat vacant et l'évolution du « patrimoine ordinaire ».

Florian Camani et Mathilde Luguët ont grandi là, dans ces territoires de frange que décrit si bien Nicolas Mathieu dans son roman *Leurs enfants après eux*. Là, le long de la Garonne, dans ces espaces aux contours flous, ces entre-deux, plus urbains que ruraux, qui se déploient aux abords des périphéries. Ils ont vu se développer les zones commerciales, se multiplier les lotissements. Devenus architectes, ils l'affirment, leur attrait pour ces espaces n'est pas un pis-aller. Leur investissement est ainsi bien antérieur à la bascule médiatique et aux actions menées par le ministère en charge de l'urbanisme *via* les appels à manifestation d'intérêt « Réinventons nos cœurs de ville » et « Petites villes de demain ». Aborder ses territoires avec empathie, c'est tout eux.

Ils se sont rencontrés à l'école d'architecture de Bordeaux où l'enseignement de l'architecture est associé à une réflexion sur la ville. Leurs diplômes en poche, ils quittent Bordeaux à l'heure où la ville fête la mise en marche de sa première ligne de tramway. Loin de leur base, ils s'engouffrent dans la pratique : elle à Lille dans l'agence Chiani-Chappey ; lui à Paris chez Hervieu-Follacci. Ces agences aux hiérarchies peu marquées leur offrent la possibilité d'être projetés dans le vif du sujet. D'emblée responsables de projets qu'ils suivent de bout en bout, ils enrichissent progressivement leur connaissance du métier, du projet urbain au suivi de chantier. Durant ces dix années de salariat, ils n'ont cessé de développer ensemble des projets parallèles — construction patiente, là aussi, de leur corpus commun. Hors de toute structure, ils répondent à des concours ouverts ou à des thèmes de recherche, affinant la compréhension de leurs territoires de prédilection, testant des méthodes d'action prospective.

Le grand saut, la création de leur agence, leur a été offert grâce à l'obtention de la bourse de recherche Delano Aldrich Emerson (financée par l'American Institute of Architects et organisée en France par l'Académie d'architecture) début 2017. Leur sujet d'étude est la *suburbia* américaine. Ils s'intéressent plus particulièrement aux densités de logements intermédiaires, capables selon eux d'associer les qualités de la maison individuelle dans des formes plus collectives. Alors qu'ils préparent leur voyage, ils sont lauréats de la quatorzième édition du concours European sur le thème de la ville productive dans une zone commerciale — « boîtes à chaussures » sur sol d'asphalte — aux abords d'Angers. Leur réponse repose sur le principe des *positives loops*. C'est à partir des ressources repérées et valorisées qu'ils projettent des actions. Ainsi implanter une végétation en renouvellement rapide, des saules, pour générer du bois de chauffage et redonner de la porosité au sol ; ainsi recaler des délaissés de voirie pour créer de la valeur foncière et générer des droits à construire... Tout est pensé dans une économie de moyens revendiquée pour apporter des qualités aux tissus diffus et les adapter aux enjeux contemporains et à l'urgence écologique. Tout est orchestré pour faciliter les identités locales et améliorer les usages collectifs. Bref, s'appuyer sur le déjà-là comme vecteur de singularité, « faire avec ». Ce sera leur cheval de bataille.

À l'automne, direction New York, point de départ d'un périple de trois mois, qui les conduira à Philadelphie, Baltimore, Chicago, Houston, puis — à l'Ouest



Les ressources ignorées de Saint-Serge, moteur du renouveau du secteur : végétation productive ; économie du recyclage et du réemploi.

## LE DÉJÀ-LÀ COMME VECTEUR DE SINGULARITÉ

Angers, zone d'activité Saint-Serge, site Europan 14 « La ville productive », étude urbaine, 2017 et secteur Jeanne-Jugan / Four à Chaux, étude de faisabilité urbaine, 2019-2020

Les ressources présentes sur les sites où nous intervenons sont une richesse pour le projet. Notre travail prend ainsi appui sur un diagnostic le plus exhaustif possible de l'existant à différentes échelles : qualités spatiales (courbes de niveau, géologie, qualité des sols, végétation, trames parcellaires, tissus bâtis), qualités des modes de vie et des habitants (usages préexistants, circulations et flux, acteurs locaux, tissus associatifs) ou qualités économiques (dynamiques immobilières, filières locales, projets à l'étude). Partant, le projet décline de nouvelles complémentarités pour favoriser l'émergence de logiques ancrées dans le territoire.

Cette feuille de route, nous l'avons expérimentée à Angers sur le site Europan, puis adaptée dans un contexte plus

opérationnel sur un secteur adjacent. Sur la zone d'activité vieillissante de Saint-Serge à Angers, notre étude est inspirée des dynamiques de l'économie circulaire, l'idée étant de proposer de nouveaux modes de production urbains, où les déchets des uns deviennent une richesse pour les autres. Nous avons cherché à montrer que chaque initiative imaginée — par exemple faire évoluer les nappes de parking et délaissés inconstructibles en zones dédiées à une production agro-forestière à croissance rapide — pouvait générer du renouvellement urbain, offrir un nouvel essor économique, tout en améliorant les usages collectifs. L'étude de faisabilité urbaine qui s'est ensuivie sur un secteur adjacent à Saint-Serge (Jeanne-Jugan / Four à Chaux) est centrée sur une ancienne carrière inconstructible de 12 ha séparant différents quartiers aux morphologies marquées (pavillonnaire, faubourg et venelles,

zone d'activité Saint-Serge, secteur Anru). Encore une fois, les contraintes deviennent ressources de projet. En déplaçant des terrains de sport existants sur les zones inconstructibles, on transforme l'ancien site d'activité en parc des sports public. Les sols pollués sont l'opportunité de proposer un laboratoire à ciel ouvert pour la phytoremédiation (dépollution par les plantes). En parallèle, les espaces libérés le long des axes ainsi que l'optimisation de délaissés génèrent de nouveaux droits à construire avec une opération de logements desservie par de fines venelles partagées, limitant l'usage de la voiture. La contrainte du calendrier électoral nous a obligés à adapter notre stratégie, tout en conservant l'amorce d'un travail collectif. À partir d'une série d'entretiens thématiques et des visites du site avec les différents services de la ville, nos réflexions se sont

éloignées du simple plan guide pour prendre la forme d'une boîte à outils d'aide à la décision pour le politique. C'est en rendant le processus de projet le plus transparent possible qu'il est devenu appropriable, et que ses idées ont été adoptées.

Zone d'activité Saint-Serge, site Europan 14 « La ville productive »  
Mission : étude urbaine : zone d'activité versus ville active  
Maîtrise d'ouvrage : Europan France  
Maîtrise d'œuvre : FCML architectes, avec Solenne Sari et Pierrick Amella  
Surface : 80 ha

Secteur Jeanne-Jugan / Four à Chaux  
Mission : étude de faisabilité urbaine  
Maîtrise d'ouvrage : Ville d'Angers  
Maîtrise d'œuvre : FCML architectes mandataires ; Le Sens de la Ville (programmiste) ; Tugec (VRD) ; Atelier NDF (paysagiste)  
Surface : 12 hectares

## SOPHIE RICARD

# L'URBANISME EST UNE HISTOIRE DE VIE

Architecte-urbaniste de terrain, Sophie Ricard trace une voie personnelle et inspirante pour la jeune génération, indiquant une manière inédite de pratiquer le projet architectural et urbain. Construire en habitant, s'autoriser à expérimenter sur le long terme tout en accueillant l'immédiateté des besoins sociétaux, pratiquer des « études de faisabilité en actes », construire des ateliers publics d'urbanisme au cœur des quartiers en mutation tout en questionnant la norme et les dispositifs habituels d'action sont parmi ses valeurs cardinales. Sa démarche éminemment incluante rappelle que la ville est avant tout un récit, indissociable de ceux qui la vivent ou la traversent.

La ville est un récit, dit-elle, un récit politique. Quand elle raconte, Sophie Ricard est emportée par son sujet : un logement pour tous, avec tous. Le débit rapide, le phrasé fluide, l'urgence la happe — ici l'urgence de partager, d'expliquer, d'essayer. Elle a forgé jeune son récit : dans la cellule familiale, à écouter son père, urbaniste, embarqué dans la grande aventure de l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) de la première heure ; puis sur le terrain, à cavalier après ce père qui lui a appris à regarder autour d'elle à hauteur d'homme ; sur le terrain toujours, à travailler avec des éducateurs de rue au Val Fourré, à Mantes-la-Jolie.

C'est sûr, après des études littéraires à la Sorbonne, quand elle intègre l'école d'architecture de Versailles, elle sait déjà que le geste de l'architecte l'intéresse moins que la finalité du métier : donner un toit à tous. Ce n'est donc pas un hasard si, étudiante, elle a adoré ses cours de sociologie et d'anthropologie, nettement moins ceux de techniques de construction. Elle ne cesse de questionner le métier qu'elle a choisi. « Pourquoi on construit ? Pour qui on construit ? Avec quel argent ? » La dimension politique de l'acte de construire fait, à ses yeux, défaut dans l'enseignement qu'elle reçoit. Et elle a sous les yeux les colossales opérations de destruction/reconstruction de l'Anru. « Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'autres solutions que de détruire et de disperser les populations ? » Quel sens donner à cela ?

Elle rencontre alors l'architecte Patrick Bouchain à l'occasion d'une promenade urbaine sur un site à Aubervilliers. Les questionnements de l'une rencontrent les projets de l'autre. Patrick Bouchain, associé à Loïc Julienne à l'agence Construire, créait alors un laboratoire intitulé « Construire ensemble le grand ensemble » qui prône le recours à la dimension expérimentale de l'acte de construire et vise à dénormer le logement social. L'idée la séduit. Elle fait son stage de fin d'études, à l'agence Construire, et passe son diplôme sur une opération de logement social dans une châtaigneraie à Beaumont en Ardèche. Engagée sur un mode participatif, l'opération se réalisera non sans mal quelques années plus tard. Au terme de ses six mois de stage, Patrick Bouchain lui parle d'un sujet pour le moins ardu à Boulogne-sur-Mer : une rue de soixante maisons dans un état de délabrement avancé. Vouée à la démolition, la rue Delacroix a été extraite de l'enveloppe Anru par le maire qui ne pouvait pas, ne voulait pas, disperser ses habitants trop marginalisés. Il ne s'agit pas moins que d'orchestrer un projet de rénovation en habitant sur place. L'aventure est totalement inédite. Banco !

Elle sait qu'un travail en agence, derrière un ordinateur, ce n'est pas pour elle. Elle veut y aller. Elle dit de Patrick Bouchain qu'il lui a appris ce que l'école ne lui avait pas appris, il a été l'enseignant qu'elle n'a pas eu. C'est que, dit-elle, il sait se saisir de l'envie des autres. Dès lors, il donne les clés, il fait confiance. Il lui a fait confiance. Banco donc !

C'est l'expérience de sa vie. Boulogne sera fondateur de tout le reste. L'été 2010, elle emménage dans une maison abandonnée de la rue Delacroix. Elle n'est pas seule, son compagnon, architecte lui aussi, l'accompagne. Ses voisins ? Deux populations distinctes, deux clans, imperméables l'un à l'autre : des gens du voyage

## LE TEMPS LONG DE L'EXPÉRIMENTATION POUR DONNER UNE NOUVELLE VIE À UN PATRIMOINE VACANT ET LUI INVENTER UNE GOUVERNANCE CITOYENNE

Hôtel Pasteur, Rennes, 2012-2019

Que faire d'un patrimoine vacant ? Un patrimoine inutilisable, invendable et trop cher à rénover. Le cas est en France fréquent. En 2012, la Ville de Rennes et sa métropole se posent la question sur un patrimoine universitaire, la faculté des sciences Pasteur, en plein cœur de la ville, et un patrimoine industriel, le Moulin d'Apigné, en périphérie. L'Université foraine, laboratoire porté par Patrick Bouchain, créé pour favoriser l'expérimentation en architecture, propose au maître d'ouvrage de s'installer sur site, en vue de rassembler différentes formes de savoirs et différents acteurs autour de la problématique architecturale, urbaine, paysagère et sociale posée. L'idée est d'ouvrir le patrimoine vacant au public pour permettre son appropriation à travers sa mise à l'épreuve par l'usage et inventer un programme impensé répondant aux besoins et aux envies de la population.

En rassemblant des acteurs d'horizons et disciplines variées autour de rencontres publiques, nous avons questionné le lien entre ville et campagne, centre ville urbain et péri urbanité, social et culture, santé et agriculture, précarité et économie vivrière, arts et politiques, etc. Par ces rencontres, nous avons révélé la richesse des compétences territoriales, des acteurs locaux parfois invisibles et des forces vives désireuses d'accompagner l'expérimentation par l'occupation des lieux en travaillant sur l'appropriation et la réversibilité de nos patrimoines vacants. À la suite de ces rencontres publiques, nous avons ouvert la Faculté des sciences Pasteur où nous avons installé le bureau de la permanence par le biais d'une convention d'occupation précaire actée avec les services immobiliers de la ville. Tel un atelier d'urbanisme en plein cœur

de ville, dans un ancien laboratoire dentaire, la permanence était ouverte tous les jours, soirs et week-ends, et permettait d'accueillir les usagers, de recueillir les envies et les besoins hérités de notre étude de terrain. À l'inverse d'une étude de programmation classique, où le programme doit s'insérer dans une architecture non conçue pour cela à l'origine, nous avons tenté une mise à l'épreuve par l'usage du bâtiment. Après deux années d'actions tests, d'activités et d'appropriations plurielles autour du soin, des arts, du sport, de l'architecture et du design, de la santé sociale et la santé mentale... nous avons rendu ce que j'appelle une étude de faisabilité en actes à la ville. La démarche ouverte a ainsi permis à un psychiatre de soigner autrement, de façon démedicalisée, en dehors des murs de l'hôpital ; à un éducateur sportif de tester des activités sportives avec des publics en grande précarité ne pouvant trouver place dans les clubs sportifs ; à une ressourcerie associative éphémère de trouver un lieu d'accueil pour tester sa viabilité ; à des publics différents de se croiser et de prendre en main l'ouverture et une partie de la gestion d'un équipement public d'un nouveau genre. Elle a reconnecté nos politiques publiques locales avec les innovations et les expérimentations portées par la société civile. En parallèle, il fallait gagner la confiance de la ville dans cette ouverture au grand public et accompagner la mise en œuvre d'amélioration des conditions de sécurité incendie et accessibilité progressives d'un bâtiment ne répondant plus aux normes actuelles. Dès l'ouverture du bâtiment, nous avons convoqué les différents bureaux de contrôles et les pompiers pour les associer à partager cette nouvelle méthode de projet, et nous aider à mettre en œuvre de nouvelles conditions de sécurité pour accueillir du public, à moindres frais, sans programme prédéfini.



## LE SENS DE LA VILLE SOUS LE CAPOT DU PROJET URBAIN

Issue de la géographie, des sciences politiques et de l'architecture, l'équipe du Sens de la ville se penche sur les stratégies urbaines (notamment en matière d'urbanisme transitoire) et sur la mise en usage des quartiers. L'équipe navigue entre conseil, programmation, ingénierie de projet et participation et s'est lancée dans le projet d'une foncière solidaire baptisée Base commune, afin d'ajouter une corde à son arc dans l'activation des rez-de-chaussée. Sur l'île de Nantes ou sur le plateau de Saclay, l'équipe met en débat la mise en usage des « quartiers neufs » et la capacité des aménageurs à revenir sur l'ouvrage, plaçant l'évaluation des projets urbains récents au cœur d'une discussion regroupant l'ensemble des acteurs de la chaîne de production de la ville.

C'est une histoire d'amitiés et de compétences croisées. On est en 2012 ; ils sont quelques-uns à se réunir de façon informelle, après leur journée de travail respectif, en une sorte de think tank spontané, qui les avait conduits, ensemble, à tenter l'aventure d'un projet d'habitat participatif (entre 2008 et 2011). Ils retiendront de l'expérience l'intérêt de maintenir, tout au long de la réalisation d'un projet, une agilité permanente entre le bilan d'opération, la programmation et le projet lui-même.

Se présente alors le cahier des charges de l'appel à projets « Réinventer Paris ». La méthode décrite entre en résonance avec leur manière d'aborder les choses : l'usager, partie prenante de la fabrique urbaine. Pourquoi ne pas essayer de mettre cette conviction en pratique ? « Chiche, on répond ! » Fluidité dans la fabrique urbaine, plaisir de travailler ensemble : Le Sens de la Ville est né. La structure associative, créée en 2015, réunit Vincent Josso, Flore Trautmann et Fanny Rahmouni, avec d'autres. L'amitié de Vincent Josso et Flore Trautmann date de leurs études communes au master d'urbanisme de l'École des ponts et chaussées — elle vient des sciences sociales et politiques (Sciences Po), lui de l'ingénierie (École polytechnique), puis de l'architecture (École d'architecture de la ville et des territoires, Marne-la-Vallée). Tous deux ont travaillé dans le cadre de grands projets urbains, elle chez le promoteur Brémont, lui à l'Établissement public d'aménagement de la Défense, puis chez l'architecte-urbaniste François Leclercq. Ayant participé aux mécanismes de la mise en œuvre de ces projets, ils font tous deux le même constat : l'ambition des projets, en cours de route, s'érode. Dotée d'un master en stratégies territoriales et urbaines, Fanny Rahmouni travaille avec Flore Trautmann chez Brémont lors d'une première expérience professionnelle, avant de rejoindre l'agence de communication et de concertation Scopix à Nantes.

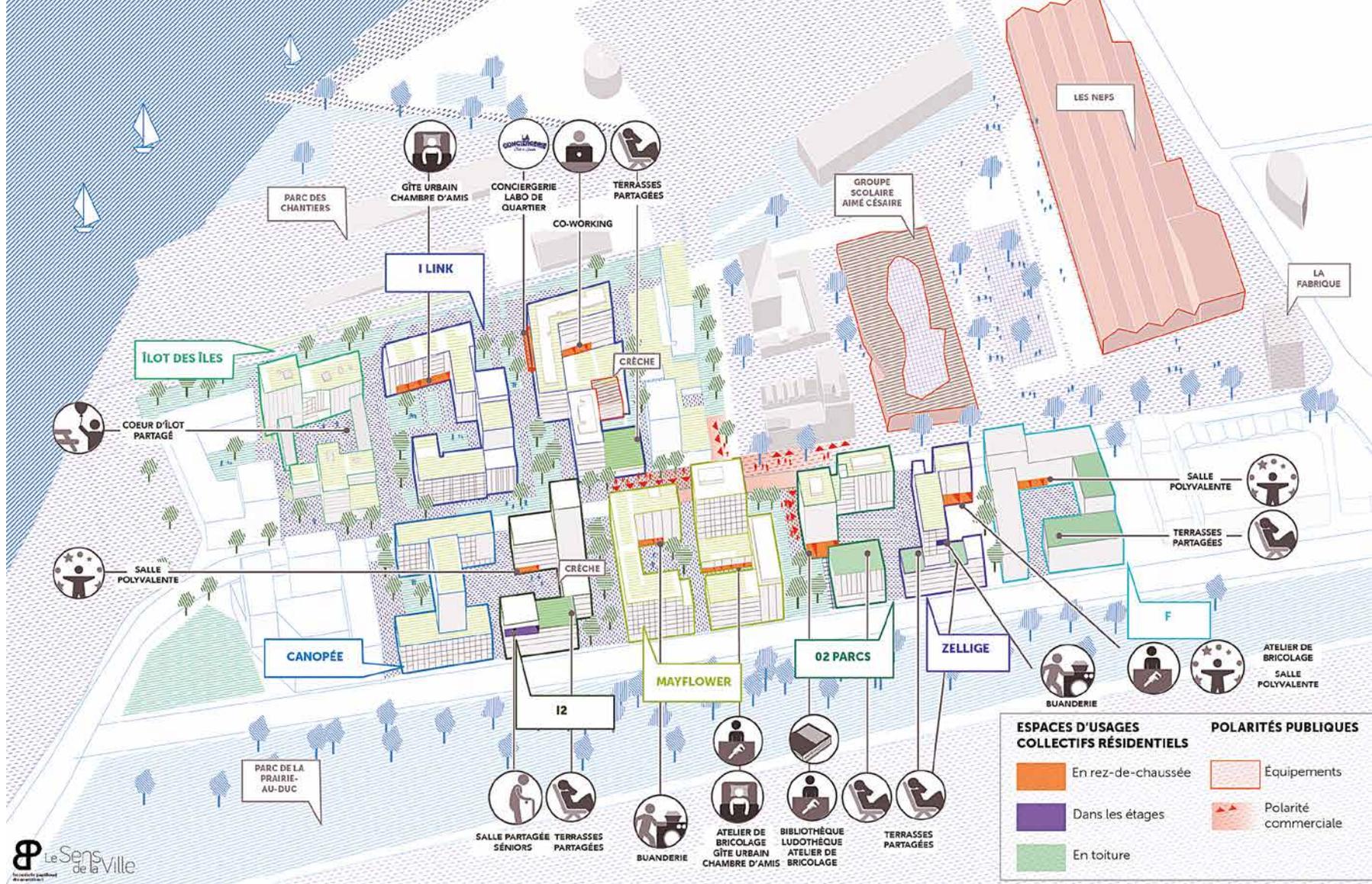
Maîtrise d'ouvrage privée, aménagement, maîtrise d'œuvre urbaine, concertation... tels sont les domaines d'expertise que le trio met au pot commun. Ils sont tous en poste quand ils répondent à l'appel à projets de la Mairie de Paris. Sur le site du 2bis rue de l'Ourcq ; leur projet intitulé L'Œuf, avec Constructa, aEa, Topager et d'autres, n'est pas retenu. Ils veulent néanmoins marquer le coup face à ce grand chambardement de la fabrique urbaine que sont les appels à projets innovants. Ils enclenchent leur première initiative autosaisie en 2016 : une enquête réalisée auprès de 200 professionnels pour comprendre en quoi cette commande d'un nouveau genre fait bouger les lignes. Ils avaient prévu une séance de travail autour de la restitution de leur enquête au Pavillon de l'Arsenal mais, changement de cap au dernier moment, c'est à un événement à l'Hôtel de Ville qu'ils sont conviés. Cette restitution détaille le changement d'échelle des opérations, l'émergence de nouveaux acteurs, l'évolution de la promotion immobilière, la réalité du travail collaboratif et de la prise en compte des utilisateurs, le degré d'innovation de la programmation, le coût de l'innovation... En 2016, Le Sens de la ville devient une société coopérative (Scop, société coopérative ouvrière de production). Le format juridique n'a rien d'anecdotique : la coopération est à la base du fonctionnement de tous les associés — transparence totale et mise en commun, partage des risques et des bénéfices, gouvernance démocratique. La Scop

## « METTRE EN USAGE » LES NOUVEAUX QUARTIERS : DES QUESTIONNEMENTS AUX OUTILS POUR L'AMÉNAGEUR

Île de Nantes, nouveaux usages, 2017-2021

La mise en usage infléchit notre posture d'urbanistes : il s'agit de considérer non seulement la ville en train de se faire mais les « débuts » du quartier, en explorant les sujets de gestion urbaine. Il impose aussi de regarder la ville au travers de la petite unité de l'immeuble, en considérant notamment la copropriété comme un objet d'intervention. Il consacre enfin un urbanisme de l'usage, où la mise en « espaces » est inséparable d'une mise en « usages ».

En 2018, nous avons remporté un appel d'offres de la Samoa, pour étudier les « nouveaux usages dans les opérations immobilières de l'île de Nantes ». Dans ce cadre, nous accompagnons l'aménageur pendant quatre ans. L'audit des propositions des opérateurs dans le quartier Prairie-au-Duc a permis d'identifier des difficultés quant à la mise en œuvre des « nouveaux usages » : des pertes en ligne entre la réponse à la consultation et la livraison, une faible anticipation de la gestion en dehors des propositions numériques, une multiplication d'offres similaires au risque de l'incohérence... Notre enquête a permis de donner de nouvelles orientations pour la suite du projet d'aménagement, la future Zac République. Cette mission a conduit à proposer à l'aménageur de jouer un rôle plus prégnant dans l'accompagnement des usages dans un quartier neuf : parce qu'il s'inscrit à une échelle supra-immobilière et a une vision d'ensemble, parce qu'il fixe le



niveau d'exigence sur « son » territoire et parce qu'il peut s'inscrire en relais de la collectivité sur le temps long. Une manière très concrète d'incarner ce nouveau rôle est d'impulser, voire de gérer un lieu de quartier. Nous avons ainsi accompagné la Samoa dans l'élaboration d'un « bidule ». Destiné à la fois à accueillir des actions de médiation et de communication de projet mais aussi à constituer une centralité, ce lieu hybride est aussi un point de services de proximité en attendant les commerces et peut accueillir un gestionnaire, notamment en charge des espaces partagés

dans les immeubles de logements. Afin de financer ce futur local, la Samoa a prévu dans les consultations de cessions de charges foncières une participation de 10 euros par mètre carré de surface de plancher de la part des promoteurs pour contribuer à la « mise en usage » du quartier République. La Samoa formule ainsi la première cette notion qui nous questionne aujourd'hui.

Mission : pilotage d'étude, coordination, entretiens, animation d'ateliers, proposition sur la fabrique urbaine des nouveaux usages et expertise de montage  
Maîtrise d'ouvrage : Samoa  
Équipe : Le Sens de la Ville (mandataire), avec Ibicity, Nova 7 et Une autre ville.

## YES WE CAMP FAIRE PLACE À LA CAPACITÉ COLLECTIVE

Actif depuis 2012, référence pour les acteurs de l'urbanisme transitoire, Yes We Camp regroupe 97 collaborateurs orientés par un conseil d'administration collégial. Entre architecture, art, urbanisme, paysage, construction, cuisine, programmation culturelle, régie de site, communication, agriculture urbaine, conception, formation et accompagnement... ce collectif association aborde toutes les facettes de la ville. Sur le plan du projet urbain, l'utilisation des ressources spatiales disponibles est le moyen de créer des tiers-lieux solidaires contribuant à des villes européennes accueillantes et «fabricantes d'altérité», fertiles en productions locales de services et de biens.

Il n'y a pas de camping à Marseille ni à 30 kilomètres à la ronde.

De ce constat fortuit est né Yes We Camp. Marseille, capitale européenne de la culture 2013, se prépare à recevoir les feux de la rampe et les flots de visiteurs. Un architecte et un artiste graphiste ont l'idée de créer un lieu d'accueil pour touristes, avec une dimension artistique affirmée. Un petit noyau se constitue autour d'eux, certains sont encore là aujourd'hui. Leur projet est un ovni et ne correspond à aucune case connue ; leur demande de subventions auprès de l'Europe est retoquée. Pas démontés pour autant, ils mettent sur pied le premier Off de l'événement.

L'association Yes We Camp est fondée fin 2012 pour donner une existence juridique à ce camping d'un nouveau genre, à la fois écologique, artistique et festif. Le camping prend place sur une propriété du port autonome avec qui est signée une convention d'occupation temporaire. Le terrain en friche est situé sur une zone littorale du nord de la ville, là où des entrepôts et des usines alternent avec des spots très prisés. L'idée est d'emblée de concevoir un endroit de rassemblement ouvert à tous et en interaction avec les quartiers défavorisés, d'avoir une réflexion et un positionnement d'urbanistes. Au menu : une résidence d'artistes, une programmation artistique et culturelle et un camping dessiné par des artistes et des architectes. Deux valeurs clés sont présentes et ne quitteront jamais le projet associatif : l'hospitalité (accueillir tout le monde, y compris les personnes les plus vulnérables) et la créativité (donner aux arts une place de choix dans la création et la gestion des espaces).

Le projet se met en place et l'ouverture est progressive. Imaginé de toutes pièces, « Yes We Camp! le camping de l'Estaque » — tel est son nom — détonne avec ses douches solaires et sa cinquantaine de types de couchage différents répartis sur une dalle de béton — des dortoirs conçus dans des structures en échafaudages et en palettes ; des caravanes redesignées ; une maison bulle des années soixante reconstituée... L'offre est variée, les prix aussi, entre 2 et 80 euros. Le succès est là. La programmation artistique et festive y contribue. En front de mer, la fête ne dérange personne. Ils étaient une quarantaine à gérer le site au quotidien, à lui insuffler de l'invention, de la poésie et de la beauté : le petit noyau de la dizaine de membres de l'association et pas moins de 500 bénévoles, certains ayant dans la foulée, intégré l'association. Autofinancé, le projet a fini par recevoir des formes de contributions de la part de collectivités et de Marseille Provence 2013 qui les a inclus dans le In de l'événement. Après cette expérience époustouflante, il n'était question pour personne de s'arrêter là.

« Si nous refaisions la même chose ailleurs plus tard, de quoi aurions-nous besoin pour ne pas reproduire les mêmes erreurs ? » Partant, Yes We Camp écrit un programme d'unités mobiles — Caravanade —, destiné à générer des espaces partagés qui puissent se déployer çà et là. D'abord conçu pour créer de vastes campements à l'occasion d'événements de type Jeux olympiques, il répond à toutes sortes de demandes émanant de collectivités ou de groupe d'habitants. L'équipe de Yes We Camp prend dès lors conscience que son leitmotiv n'est pas tant d'organiser des lieux d'hébergement pour des événements locaux ou



## DES BOÎTES À OUTILS AU SERVICE DES QUARTIERS

La Caravanade, depuis 2014

Caravanade est le projet le plus ancien des missions encore en cours de Yes We Camp, il a débuté en 2014 ! C'est un projet qui a pour vocation l'accompagnement d'initiatives citoyennes sur le territoire métropolitain et départemental. Nous proposons une panoplie d'outils variés à travers quatre caravanes pour permettre la réalisation d'actions participatives en plein air, dans tout type d'espace urbain. Chaque dispositif mobile est développé autour d'une thématique particulière : la construction (travail du bois principalement) avec la Caravane Atelier, les médias (radio et cinéma) avec la Caravane Multimédia, la cuisine avec la Caravane Cantine et le bien-être (bain de vapeur) avec la Caravane Hammam.

Le programme Caravanade est un dispositif de soutien à des initiatives locales ; il accompagne des acteurs ou groupes sociaux

locaux (associations de parents d'élèves, centre social, collectif d'habitants...), sur une journée, en mettant à disposition des outils et des compétences. Nos actions sont toujours orientées sur l'acquisition de compétences par le "faire". Même si les savoir-faire acquis ne sont pas suffisants pour être un métier ou une spécialité, nous avons observé que la réalisation collective physique d'un objet, d'un jardin, d'une récolte de miel, etc., est vecteur d'envie et de confiance en soi. Ainsi nos actions ont aussi une portée éducative, qu'elle soit citoyenne ou technique. Ces actions déployées à travers le département des Bouches-du-Rhône permettent aussi de mobiliser diverses formes d'implications volontaires pour se réunir autour d'actions participatives. La Caravanade intervient à Marseille et sur le territoire métropolitain à la demande de mairies, associations, festivals, centres

sociaux, maisons de quartier, associations de parents d'élève et établissements scolaires, centres culturels, comités d'intérêt de quartier, médiathèques, bailleurs sociaux, collectifs d'habitants et d'architectes. Les interventions sont conçues sur mesure : cinéma en plein air à Saint-Mauront, émission de radio à la Belle de Mai, bivouac sur une plage à Istres, salon de visionnage de films documentaires au cours Julien, aménagement d'un jardin partagé à Campagne Lévêque, etc. Depuis 2014, plus de 250 actions ont été menées avec les caravanes, pensées comme des boîtes à outils au service de quartiers : construction de composteurs, de collecteurs d'eau de pluie ou encore d'abris à poussettes pour une crèche.

Maîtrise d'ouvrage : Yes We Camp  
Équipe : ADDAP 13, Architectes Sans Frontière, Médecins du Monde, Fondation Abbé Pierre

# ANNEXES

## PALMARÈS MODE D'EMPLOI

Depuis 2005, le ministère en charge de l'urbanisme organise le Palmarès des jeunes urbanistes afin de valoriser les initiatives portées par les jeunes professionnels. Cette manifestation s'inscrit dans un ensemble d'actions — dont fait également partie le Grand Prix de l'urbanisme — et vise à promouvoir les métiers de l'aménagement et de l'urbanisme.

### CONDITIONS

Le Palmarès est ouvert à tous les professionnels français ou étrangers dont les missions visent à faire progresser l'urbanisme. Les candidats peuvent se présenter à titre individuel ou en équipe, dans le respect des deux conditions suivantes : avoir moins de 40 ans le 31 décembre de l'année concernée pour tous les candidats, seuls ou en équipe et exercer dans les champs de la planification stratégique, de l'urbanisme réglementaire, de la recherche-action, de l'aménagement opérationnel ou toute autre sphère professionnelle qui contribue à la transformation de la ville et des territoires (aucun diplôme particulier n'est demandé).

### CRITÈRES DE SÉLECTION

Le ministère souhaite valoriser, à travers ce prix, les pratiques et les innovations qui entrent en résonance avec les transformations actuelles de l'urbanisme et qui constitueront les savoir-faire de demain, notamment :

- la prise en compte des grands enjeux des territoires dans la démarche de projet, tout particulièrement ceux liés au changement climatique, aux évolutions économiques et sociétales et le renouveau des pratiques des habitants et des acteurs qui prennent en charge l'avenir de leur cadre de vie ;
- le renouvellement des pratiques et de l'action professionnelle, notamment les modes d'investigation innovants, le développement de méthodes et de pratique tendant à bâtir de nouvelles formes de partenariats ;
- la contribution aux débats d'idées, comme l'aptitude à capitaliser les enseignements et à les partager, à renouveler les doctrines et les modes de représentation ; les démarches qui contribuent à faire dialoguer des pratiques professionnelles souvent cloisonnées et à faire bouger les lignes de la recherche en urbanisme.

Le dossier à fournir par le candidat se compose de quatre parties :

- une présentation succincte explicitant le champ d'action des projets ou des missions menées ;
- la présentation détaillée de trois actions ou démarches ou projets dans lesquels le candidat a un rôle moteur. Cette présentation doit permettre d'identifier les défis à relever, les acteurs impliqués, les grandes étapes et l'état d'avancement du projet, de même que les méthodes proposées et les résultats obtenus ou visés ;
- la proposition des principes d'un événement d'une journée (séminaire, rencontre, atelier-débat, etc.) avec les acteurs sur l'un de sites des projets précédemment présentés. La proposition a pour objectif de mettre en valeur la démarche menée ;
- l'annexe administrative (cartes d'identité, statut juridique de la société ou du collectif, etc.).

Cette année 2020, la situation sanitaire a contraint le ministère à annuler les événements qui étaient prévus à l'automne et les reprogrammer à l'été 2021.

## LA COMMISSION TECHNIQUE 2020

La commission technique est composée d'experts représentant différents champs de l'urbanisme. Elle permet de croiser plusieurs analyses sur chaque candidature, afin d'aider le jury à repérer l'excellence des professionnels. L'objectif de la commission est d'apporter au jury un éclairage technique argumenté. Il s'agit non d'une « présélection » mais d'un avis indicatif ; le jury étant souverain, il est en effet libre de choisir des dossiers écartés par la commission.

### COMPOSITION DE LA COMMISSION TECHNIQUE

#### L'ADMINISTRATION

**Annabelle Boutet**, Agence nationale de la cohésion des territoires

**Vivien Chazelle**, bureau des stratégies territoriales, DGALN

**Isabel Diaz**, bureau des stratégies territoriales, DGALN

**Mireille Guignard**, Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France

**David Laborey**, bureau des politiques de l'habitat, DGALN

**Vincent Lacaille**, Ministère de la Culture

**Florence Mottes**, bureau aménagement opérationnel durable, DGALN

**Julien Moulard**, chargé de mission, Puca

**Jérôme Sauvant**, bureau des stratégies territoriales, DGALN

**Paola Vita**, bureau des stratégies territoriales, DGALN

#### LES PROFESSIONNELS

**Fabienne Boudon**, Particules (PJU 2018)

**Jérémy Gouellou**, TICA (PJU 2018)

**Anthony Jammes**, Grau (PJU 2016)

**Pierre Janin**, Fabriques (PJU 2014)

**Stéphane Lemoine**, AP5 (PJU 2012)

**Sylvain Morin**, Altern (PJU 2016)

#### AMO POUR LA DGALN, RAPPORTEURS

**François Déalle-Facquez**, Ville Ouverte (PJU 2016)

**Antoine Petitjean**, Atelier Philippe Madec (PJU 2018)

## LA SESSION 2020, TOUR D'HORIZON

61 candidats ont répondu à l'appel à candidatures lancé par le ministère de la Transition écologique en avril 2020, ce qui représente 220 jeunes professionnels.

La commission technique a réparti les candidats en sept groupes :

- 31 candidats sont des maîtres d'œuvre urbaine, arrivés à l'urbanisme par différents biais : l'architecture, le paysage, la mobilité, l'urbanisme réglementaire... ;
- 12 sont des collectifs : collectifs « faiseurs », porteurs d'un urbanisme transitoire et d'une permanence du projet sur les territoires ; collectifs « par philosophie », caractérisés par un ancrage territorial, des méthodes et des outils spécifiques ;
- 10 programmistes de terrain assurent également un rôle d'assistant à maîtrise d'ouvrage : parmi eux 7 ont un mode d'exercice principal lié à la participation et 3 sont des stratèges en prise avec les projets ;
- 4 maîtres d'ouvrage ;
- 2 chercheurs ;
- 2 candidats inclassables, arrivés à l'urbanisme par l'art et la performance.

À noter que 57 % des candidats ont déclaré une activité d'enseignement.

# LE JURY DU PALMARÈS DES JEUNES URBANISTES 2020

## Le président



**Jean-Baptiste Butlen**  
*sous-directeur de l'Aménagement durable à la DGALN*

## Élue



**Sandra Marsaud**  
*Député de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Charente*  
Sandra Marsaud est diplômée en géographie, aménagement du territoire et urbanisme opérationnel. Éluée députée de la deuxième circonscription de la Charente en 2017, elle s'est particulièrement attachée aux questions liées à la revitalisation et la reconquête des territoires ruraux et singulièrement des centres bourgs. Impliquée sur la loi ELAN et les plans structurants « Action Cœur de Ville » et « Petites villes de demain », elle est également engagée dans le déploiement des Contrats de transition écologique au plan national. En outre, elle est membre du comité stratégique de la plate-forme Popsu Territoires depuis 2018.

## Administration



**Fabienne Fendrich**  
*Ministère de la Culture*  
Architecte DPLG et paysagiste, fondatrice de l'atelier « Architecture en paysage », elle a eu une pratique de la maîtrise d'œuvre. Maître de conférences dans le champ Villes et territoires, elle a été directrice de l'Ensa Normandie entre 1999 et 2018. Actuellement en poste au ministère de la Culture au service de l'architecture, au sein du bureau de la qualité architecturale et paysagère, elle est chargée de mission construction, plus particulièrement sur les questions d'innovation et d'expérimentation.

## Presse



**Marie-Douce Albert**  
*Rédactrice au service architecture et urbanisme du Moniteur*  
Journaliste diplômée du Celsa, elle a commencé à traiter d'architecture et de projets urbains quand elle était attachée à la rédaction du *Figaro*, puis a continué à écrire sur ces sujets alors qu'elle était pigiste pour divers titres, grand public ou spécialisés. Depuis 2013, elle a rejoint *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, où elle est désormais chef de la rubrique « urbanisme » au service Architecture et Urbanisme.



**Marie-Christine Vatov**  
*Rédactrice en chef d'Innovapresse*  
Responsable notamment du magazine *Traits urbains* depuis sa création en 2005, elle est journaliste spécialisée en stratégies urbaines, développement territorial et politique de la ville. Elle a créé en 2016 les « Défis urbains » qui récompensent des réalisations en faveur d'une ville durable, inclusive et innovante. Elle a précédemment coordonné la lettre hebdomadaire *Urbapress Informations* au sein du groupe Innovapresse.

## Professionnels



**Clément Bollinger**  
*Paysagiste, Caudex, lauréat du Palmarès des jeunes urbanistes en 2018*  
À l'agence Caudex, créée avec Simon Lacourt, Clément Bollinger défend l'idée que tout territoire, tout paysage offre des systèmes spatiaux recelant un potentiel productif et économique tout en rendant des services écosystémiques. Telle est l'approche que privilégie l'agence dans ses projets d'aménagement, de plans de gestion et d'action directe sur le terrain. Pour illustrer ces stratégies, Caudex s'est lancé dans une démarche de recherche-action à l'échelle 1 en faisant l'acquisition de 50 ha de terres en déprise et de bâtiments d'exploitation dans le Bugey.



**Paul Citron**  
*Urbaniste, Plateau urbain, lauréat du Palmarès des jeunes urbanistes en 2016*  
Urbaniste, titulaire d'un doctorat en aménagement sur le thème de la production de la ville par les opérateurs immobiliers privés, il a co-fondé la coopérative d'urbanisme solidaire Plateau urbain, dont il assure la direction du pôle développement et recherche. Avec son équipe, il travaille sur des projets de tiers-lieux solidaires, les montages immobiliers innovants, ou la mesure d'impact des lieux hybrides. Défenseur de l'expérimentation et de la programmation ouverte, il est l'un des fondateurs de la démarche de la Preuve par 7. Il aime enseigner et intervient dans différents masters au sein d'instituts d'urbanisme, d'écoles d'architecture, ainsi qu'à Sciences Po.



### Marie-Hélène Contal

*Directrice du département du développement culturel, coordinatrice du Global Award for Sustainable Architecture, Cité de l'architecture et du patrimoine*  
Chargée de mission auprès du secrétaire d'État aux Grands Travaux, Émile Biasini, elle a rejoint la Cité de l'architecture et du patrimoine en 2001 comme directrice adjointe de l'IFA. Elle a mis en place en 2006 le Global Award for Sustainable Architecture dont la Cité est partenaire depuis sa création ; membre du jury, elle assure sa coordination. Elle est aujourd'hui directrice du développement culturel, chargée des relations internationales.



### Sylvain Grisot

*Urbaniste, fondateur de Dixit*

Sylvain Grisot a fondé dixit.net, une agence de conseil et de recherche pour les transitions urbaines. L'agence intervient dans des projets de transformation de sites urbains en coordonnant la coalition capable de la mettre en œuvre et en accompagnant les acteurs dans leur démarche d'urbanisme circulaire. Elle mène enfin un travail de recherche et de dissémination sur les enjeux du re-faire la ville, au travers notamment de la plateforme dixit.net. Sylvain Grisot est également conférencier, enseignant, chercheur et auteur du *Manifeste pour un urbanisme circulaire* (Éditions Apogée 2021) où il invite les acteurs de la fabrique de la ville à bifurquer vers une ville frugale, proche, inclusive et résiliente.



### Guillaume Hébert

*Architecte et urbaniste, Une Fabrique de la Ville, lauréat du Palmarès des jeunes urbanistes en 2007*

Co-fondateur avec Jean-Louis Subileau d'Une Fabrique de la Ville, société spécialisée dans les études et le montage de projets urbains, il intervient dans la mise en œuvre de grands projets (Village olympique et paralympique, programmation des abords de la cathédrale Notre-Dame de Paris) ou sur des territoires à forts enjeux sociaux. Son expertise est mobilisée pour des projets nécessitant des négociations complexes (transformation du site Maine-Montparnasse, Paris), dans l'appui à l'organisation des appels à projets centrés sur les enjeux d'innovation (Réinventer Paris, Inventons la Métropole du Grand Paris...) et dans l'accompagnement de maîtres d'ouvrage face aux enjeux environnementaux.



### Jean-Baptiste Marie

*Directeur général de l'Europe des projets architecturaux et urbains*  
Architecte, docteur en aménagement et architecture, il est depuis 2020 directeur général de l'Europe des projets architecturaux et urbains, organisme de recherche sous tutelles du ministère de la Transition écologique, du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et du ministère de la Culture. À ce titre, il pilote la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu), le programme de recherche-action Coubertin sur les JO de Paris 2024, et le concours Europan. Il est par ailleurs professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand où il enseigne dans le champ Théories et pratiques de la conception architecturale et urbaine et dirige l'unité de recherche Ressources.



### Hugo Reveillac

*Président du Collectif national des jeunes urbanistes*

Diplômé du master Urbanisme et Aménagement de l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme (Bordeaux), il a contribué durant trois ans à la stratégie urbaine du Grand Projet des villes Rive droite sur la métropole bordelaise. Il rejoint en 2020 l'agence HDZ Urbanistes Architectes, lauréate du PJU 2012, en tant que responsable prospection. Depuis 2019, il préside le Collectif national des jeunes urbanistes, première association d'urbanistes de France, qui prend part aux débats sur l'organisation de la profession aux côtés des fédérations d'employeurs et des pouvoirs publics.